



Syndicat Interco CFDT Pénitentiaire

Adresse : 505 rue de Cuincy, BP 707, 59507 DOUAI Cedex

Mail : cfdt@cfdtpenit.org

Site : www.cfdtpenit.org

WEEK-END DE MOBILISATION DU 17 ET 18 OCTOBRE 2026

La CFDT Pénitentiaire apporte son plein soutien aux forces de l'ordre mobilisées sur l'ensemble du territoire national, ainsi qu'à tous les agents qui, chaque jour, assurent la sécurité de nos concitoyens et défendent les principes de la République.

Le week-end des 17 et 18 octobre 2026 a été marqué par des rassemblements, des manifestations et des épisodes de violences. La **CFDT Pénitentiaire** condamne avec la plus grande fermeté les agressions, les destructions et les atteintes aux personnes et aux biens. Comprendre la colère n'a jamais signifié accepter la violence. Nous n'ignorons rien des difficultés qui traversent notre société. L'augmentation du coût de la vie, la fermeture des entreprises, les inquiétudes face à l'avenir et la précarité fragilisent des milliers de familles. Le gel du point d'indice, la disparition de la GIPA, la stagnation des bas salaires dans la Fonction Publique et notamment chez les personnels administratifs fragilisent les agents publics.

Cette réalité mérite d'être entendue, considérée et traitée avec sérieux par les pouvoirs publics. Mais aucune difficulté sociale, aussi profonde soit-elle, ne saurait légitimer les violences. La détresse appelle des réponses. Elle ne doit jamais devenir un permis de détruire. Depuis plusieurs jours, policiers et gendarmes sont mobilisés sans relâche pour assurer le maintien de l'ordre et protéger la population. Les chiffres annoncés pour cette mobilisation, notamment celui de plus de 10 000 agents engagés le 17 octobre et le lourd bilan humain avec 997 agents blessés témoignent de la pression exercée sur celles et ceux qui portent l'uniforme de la République. **La CFDT Pénitentiaire** leur exprime sa solidarité pleine et entière. Derrière chaque uniforme, de policier comme de surveillant pénitentiaire, il y a une femme ou un homme, une famille, une vie. Aucun agent public ne devrait avoir à risquer son intégrité physique pour avoir simplement accompli son devoir.

Les émeutes et l'ensauvagement de la société doivent nous conduire à une réflexion collective sur le maintien de l'ordre, les moyens accordés aux forces de sécurité et les réponses que notre démocratie apporte aux tensions sociales. L'État doit garantir l'ordre républicain, protéger les personnes, faire respecter la loi et apporter des réponses concrètes aux causes profondes du mécontentement. L'autorité publique ne peut se résumer à intervenir lorsque la situation dégénère. Derrière chaque commerce dégradé, chaque entreprise touchée et chaque équipement détruit, il y a des salariés, des entrepreneurs et des familles qui risquent de subir les conséquences de violences qu'ils n'ont pas choisies. Combien d'emplois seront fragilisés ? Combien de commerces devront fermer ? Combien de familles paieront le prix de ces dégradations ? La liberté est un droit fondamental. Elle implique aussi une responsabilité : celle de respecter les droits d'autrui, les biens communs et les règles qui rendent possible la vie en société. La liberté ne peut devenir le prix de la sécurité de celles et ceux qui nous protègent. **La CFDT Pénitentiaire** appelle donc au calme, à la responsabilité et au respect des institutions républicaines. Nous affirmons notre attachement à une démocratie vivante, dans laquelle la contestation a sa place, où les revendications doivent être entendues une fois le calme et l'ordre rétabli.

Protéger ceux qui protègent la population, c'est garantir l'État de droit pour tous : protéger ceux qui nous protègent est une exigence républicaine.

Comme le rappelait Bossuet, « Sans ordre, aucune société ne peut subsister » : dans nos prisons comme dans nos écoles, sans sécurité ni respect des règles, il ne peut y avoir ni réinsertion, ni pédagogie, ni avenir collectif. Dans le contexte actuel, la priorité doit être au rétablissement de l'ordre et à l'apaisement ; il ne saurait être question d'encourager une nouvelle mobilisation le 5 novembre au risque de raviver les tensions et d'offrir aux casseurs un nouveau prétexte pour semer le chaos.

Défendre la République, c'est protéger ceux qui la servent, entendre ceux qui souffrent et refuser que la violence devienne une réponse aux difficultés de notre temps.

Le bureau **CFDT Pénitentiaire**